

Service public

« Non, nous n'avons pas honte ! »

Une nouvelle réforme de l'audiovisuel public est dans les tiroirs. Chronique d'une casse annoncée.

Le 5 décembre dernier, devant 70 députés LREM de la commission des affaires culturelles, le Président de la République aurait qualifié l'audiovisuel public de « *honte de la République* ». L'a-t-il vraiment dit ? Comme cela ? Autrement ? Qu'importe. Son intervention devant les parlementaires n'était qu'un signe parmi d'autres de la défiance et du mépris qu'Emmanuel Macron nourrit à l'encontre de l'audiovisuel public, et de ceux qui y travaillent.

« La "honte" qu'il exprime est au diapason de la petite musique qui s'installe, où l'on entend que ce que nous faisons est peu et mal et qu'il faut profondément réformer l'audiovisuel public, enlever le "gras", nous "mettre à l'eau", nous apprendre notre métier », a immédiatement réagi la section SNJ de Radio France, dans un communiqué à contre-pied, intitulé : « *Fiers d'être au service du public* ».

Campagne de dénigrement

« Mais de quelle honte le Président de la République parle-t-il ? De ces milliers de SDF condamnés à vivre dans la rue, dans notre pays ? De ces millions de chômeurs et de travailleurs pauvres ? Ou encore de ces migrants qui fuient la guerre et la misère mais que la France rejette ? » a également répliqué le SNJ de France Télévisions, pas dupe du ton employé par le président Macron : « *Gestion de France Télévisions, gaspillage, relations malsaines avec les producteurs, nous avons régulièrement dénoncé certains choix, certaines situations, nous ne sommes pas opposés aux réformes, mais que penser de la forme ? Qui prend les décisions ? [...] En tant que journalistes et salariés de France Télévisions, nous dénonçons la campagne de dénigrement et de déstabilisation dont nous sommes victimes, nous demandons que*



Les sections SNJ de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde dénoncent les propos du Président de la République et le projet de réforme programmé par l'exécutif. Photo collection SNJ

chacun prenne ses responsabilités, nous exigeons un débat constructif et serein en concertation avec les organisations syndicales représentant les personnels ».

Et le SNJ Radio France d'enfoncer le clou : « *Chaque jour apporte aux salariés de l'audiovisuel public son lot de surprises, de petites humiliations, voire d'angoisse. Ce rapport qui fuit très opportunément du ministère de la Culture et qui prévoit de nous fusionner et de licencier une partie d'entre nous. Une ministre de la Culture qui s'intéresse tellement peu à nous qu'elle ignore jusqu'au nom d'une de nos chaînes, France Bleu. Un président qui nous lamine devant la représentation nationale. Fragilisés par ceux-là mêmes qui devraient nous défendre, nous sommes aujourd'hui très inquiets et en colère. Nous avons honte que l'on se comporte ainsi à notre égard* ».

Derrière les invectives présidentielles, l'idée de faire exploser l'audiovisuel public serait-elle la seule feuille de route de l'actuel gouvernement ? C'est à craindre, alors que de fuites en rumeurs, le projet se dévoile petit à petit. Dès le lendemain de la publication, par le quotidien *Le Monde*, du projet de réforme, les sections SNJ de Radio France, France Télévisions et France Médias Monde, avaient dénoncé dans

un communiqué commun le « *grand bond en arrière* » annoncé. À travers une réduction de l'offre.

« Alors que dans une démocratie l'audiovisuel public est un marqueur majeur de la pluralité de l'expression publique, la fusion ou disparition des différentes chaînes de France Télévisions (France Ô, France 4 sur le numérique, maillage de l'information régionale, suppression des bureaux de France 2) et de Radio France (fusion Radio France/France Télévisions, France Bleu/France 3 régions, et le Mouv' sur le numérique) illustre une réforme dépourvue d'ambition et frappée du seul sceau d'une volonté d'économies. Une volonté illusoire, puisque le rapprochement voulu par la tutelle ne garantit en rien la réalité d'économies. Les fusions à marche forcée ont toujours accouché d'échecs, financiers et organisationnels », écrivait le SNJ, qualifiant de « *mortifère* » ce projet de « *rapprochements et de suppressions de chaînes* », qui « *va creuser la tombe d'un audiovisuel public rendu malade par un sous-financement chronique et une succession de P.-D.G., au rythme des changements politiques* ».

Bond en arrière

« Alors que dans une démocratie l'audiovisuel public est un marqueur majeur de la pluralité de l'expression publique, la fusion ou la disparition des différentes chaînes de France Télévisions et de Radio France illustre une réforme dépourvue d'ambition et frappée du seul sceau d'une volonté d'économies ».

Les sections SNJ de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde